

22 Parti libéral-radical
26 Armes
27 Médicaments
28 Pologne

30 Daniel Burki
34 Solar Impulse
36 Reportage



ARMÉE
Seuls 37,6% des 18-34 ans approuvent le maintien de l'armée de milice.

PETER LAUNZENBERGER/STONIE

Sondage exclusif

LES SUISSES LÂCHENT LEUR ARMÉE

L'HEBDO 15 AVRIL 2010

RÉVOLUTION. Ras-le-bol de l'obligation de servir! Si les Suisses ne souhaitent pas une disparition de leur armée, ils exigent un nouveau modèle. Professionnel? Encore taboue il y a quelques années, l'idée fait son chemin.

15 AVRIL 2010 L'HEBDO

PATRICK VALLÉLIAN

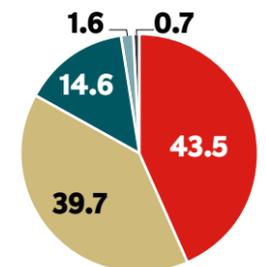
Une révolution au pays du citoyen-soldat? Alors que notre armée vit une crise identitaire profonde et qu'elle peine à se trouver des ennemis, voilà que les Suisses la lâchent. Sèchement. Selon un sondage M.I.S Trend réalisé pour *L'Hebdo*, seuls 43,5% des Helvètes soutiennent encore l'obligation de servir. Soit moins que la dernière enquête du Centre de recherche sur la politique de sécurité de l'Ecole polytechnique de Zurich (51%). Une référence en la matière.

Pire, pour la «meilleure armée du monde» voulue par le conseiller fédéral Ueli Maurer, chef du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS): il n'y a plus de röstigraben dans ce domaine. Le système militaire actuel ne récolte que 32,3% d'avis favorables en Suisse romande et 47% de l'autre côté de la Sarine.

«C'est un moment historique», confirme Marie-Hélène Miauton, directrice de M.I.S Trend et ancienne membre de la Commission consultative fédérale en matière de sécurité intérieure. «Avec 43,5% pour le statu quo, les Suisses indiquent qu'ils veulent un nouveau système. Mais ce n'est pas la milice qu'ils renient. C'est le sens actuel de l'armée.»

Et cette tendance au changement ne connaît pas la barrière des sexes. Les femmes (40% pour le statu quo) montrent leur envie de changement. Comme les hommes (46,6%) d'ailleurs. Idem pour les 18-34

FINIE LA MAJORITÉ POUR L'OBLIGATION DE SERVIR



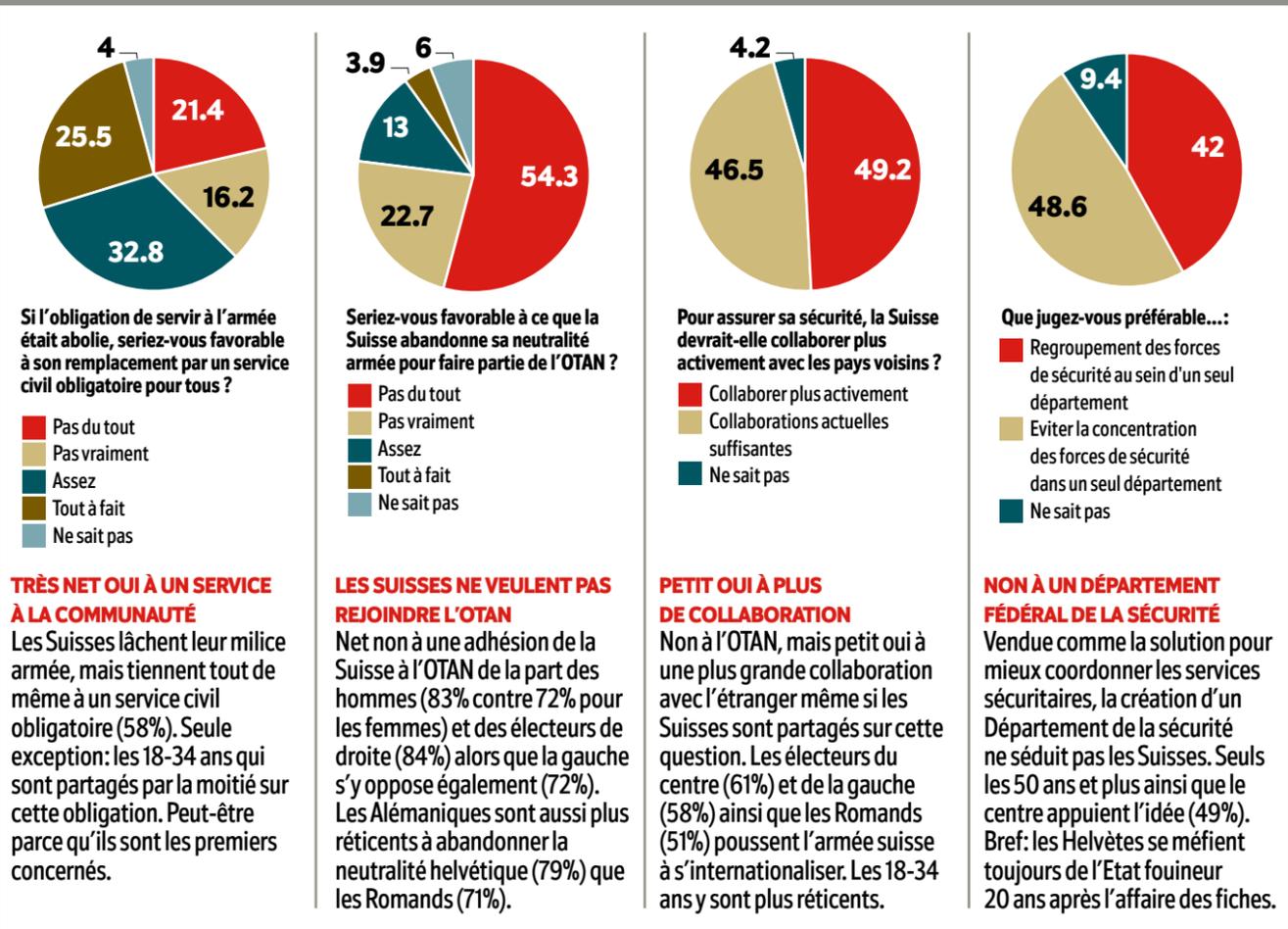
ÊTES-VOUS PLUTÔT FAVORABLE...:

- Au maintien de l'armée de milice avec l'obligation de servir pour tous les Suisses
- A une armée professionnelle de soldats rétribués
- A la suppression de l'armée suisse
- Autres
- Ne sait pas

ans et les 35-49 ans où l'armée actuelle ne récolte que 37,6% d'avis favorables. Un taux spécialement bas. Seuls les 50 ans et plus y restent attachés avec 53,5% d'opinions pour la conscription. Nostalgie quand tu nous tiens...

Armée pro! Chez les électeurs de gauche, c'est même un raz-de-marée contre l'armée de grand-papa (27,5% d'avis favorables). Le centre – comme souvent – est plus timoré (48,2%), à la différence des partisans de droite (62,2%), clairement pour l'état actuel. En revanche, les Suisses ne souhaitent pas la suppression d'une force de défense classique. Seuls 14,6% des sondés vivraient mieux sans aucune force militaire. Et même à >>>

LES SUISSES TRÈS DIVISÉS SUR L'AVENIR DE LA SÉCURITÉ



>>> gauche (27,1%), cette option a du mal à passer. Mais alors, quelle armée pour notre pays? Clairement, les Suisses penchent de plus en plus pour une armée de métier. Selon notre sondage, 39,7% d'entre eux y sont favorables, une proportion comparable à l'enquête annuelle du Centre de recherche sur la politique de sécurité de l'EPFZ (42%). C'est la preuve qu'un tabou est en train de tomber dans la patrie de l'armée populaire. Et une nouvelle fois, les Romands mènent la marche (47%) devant les Alémaniques (38%), plus respectueux des institutions semble-t-il, alors que les hommes et les femmes sont

quasiment sur la même longueur d'onde (39% et 41% d'opinions favorables). L'idée séduit également les 18-34 ans (42,6%) et les 35-49 ans (48,7%) alors que les 50 ans et plus (29,2%) sont beaucoup plus réticents. Sacrée nostalgie... A gauche (43%), logiquement, l'armée de métier convainc plus qu'à droite (32,3%).

André Blattmann inquiet. Interrogé par *L'Hebdo* au sujet des résultats de notre sondage, le chef de l'armée n'a pas caché sa surprise. «C'est même inquiétant. Pour moi, c'est la preuve qu'il faut mieux informer nos concitoyens sur le

sens de la milice», a déclaré André Blattmann en marge des cérémonies du 50^e anniversaire des obsèques du général Henri Guisan. Elles ont eu lieu lundi 12 avril en présence d'un millier de personnes, notamment à la cathédrale de Lausanne et au cimetière de Pully, où est enterré Guisan. Reste que, pour le chef de l'armée, «la question de l'avenir de l'armée ne concerne pas que l'institution. Elle est avant tout politique», a-t-il relevé au moment où nous lui faisons remarquer que l'idée d'une armée professionnelle fait son petit bonhomme de chemin dans l'opinion publique. «De nouveau, il faut expliquer aux

gens qu'il sera plus difficile de changer de système qu'ils ne le pensent. Et que cela représentera des coûts supplémentaires.» Peut-être, mais il n'est pas certain que les Suisses entendent ces arguments, eux qui sont déjà déboussolés par les multiples réformes qui ont amaigri notre armée sans en renforcer la crédibilité. «Jusque dans les années 90, il y avait des militaires en cours de répétition dans tous les coins du pays», remarque le conseiller national Yvan Perrin (UDC/NE), membre de la Commission de la politique de sécurité du National. «Aujourd'hui, ce trait d'union avec la population a

disparu. En même temps que la menace extérieure, il faut bien l'avouer.»

L'armée des scandales. Pour l'élu neuchâtelois, les résultats de notre sondage s'inscrivent clairement dans un contexte difficile pour l'armée. Depuis quelques années, elle multiplie les gaffes alors que l'ennemi communiste a disparu dans les livres d'histoire. N'a-t-elle pas dû se séparer de son dernier chef, Roland Nef, à la suite d'un scandale dans sa vie privée? Il y a eu aussi des accidents mortels à répétition alors que l'image même de l'institution est écornée: cours de répétition où les hommes se tournent les pouces, manque de munitions et d'essence, matériel en mauvais état au point que Dominique Andrey, commandant des Forces terrestres, craint une hausse des accidents, avions de chasse incapables de voler en cas de mauvais temps, système informatique pléthorique et inopérant... Et comme si cela ne suffisait pas, les patrons de l'armée ont réussi à mettre de l'huile sur le feu. Parfois volontairement. Parfois non. Ils ont par exemple affirmé à plusieurs reprises que l'institution manquait d'argent, plus de 500 millions de francs par an, pour remplir son mandat. «Sans cela, nous ne serons plus en mesure d'accomplir nos missions légales et constitutionnelles», a même lâché Ueli Maurer en septembre 2009.

Les Suisses sanctionnent. Dernièrement, André Blattmann a encore plus brouillé les pistes en expliquant que des Grecs fuyant la banqueroute de leur pays pourraient menacer la Suisse. Mais la cerise sur le gâteau est bel et bien la polémique autour du Rapport politique de sécurité, le fameux

Rapport qui doit donner les grandes lignes directrices à notre armée. Préparé par Ueli Maurer, mais recalé deux fois par ses collègues du Conseil fédéral, il a été représenté mercredi 14 avril. Bref: les Suisses ne comprennent plus rien à cette mélasse politico-militaire. Alors ils sanctionnent. «Ils n'ont pas tort, reconnaît Yvan Perrin avant d'ajouter que si l'armée est en crise, c'est en grande partie à cause des politiciens de droite comme de gauche. Elle a surtout servi de gisements inépuisables d'économies budgétaires ces dernières années», résume l'UDC neuchâtelois. «Ce n'est pas l'armée en tant que telle qui est remise en cause, mais sa structure et son mode de fonctionnement, analyse pour sa part le radical Pierre Maudet, capitaine à l'armée et conseiller administratif de la Ville de Genève en charge du Département de l'environnement urbain et de la sécurité. «Ueli Maurer l'a prise en otage. En la privant de lignes directrices, il la maintient dans une sorte de coma artificiel.»

Plus de sens. Le conseiller fédéral UDC est même en passe de réussir ce que le Groupe pour une Suisse sans armée n'a pas obtenu dans les urnes, tonne le conseiller aux Etats Urs Schwaller (PDC/FR). «A force de s'occuper du passé, il en a oublié l'avenir. Les gens ne voient plus le sens d'un investissement dans la milice.» L'armée paie également la réforme ratée Armée XXI qui devait garantir notre sécurité par la coopération avec l'étranger. Un échec imputable en grande partie à l'alliance contre nature entre l'UDC et la gauche rose-verte. Elle a réussi à diminuer de moitié le budget militaire. Mais voilà, comment justifier de dépenser des >>>

LE TERRORISME ISLAMISTE FAIT PEUR

POURCENTAGE DE SUISSES BEAUCOUP PRÉOCCUPÉS PAR...:

Terrorisme islamiste, attentats sur notre sol	29.6%
Violence de rue, troubles, émeutes	17.1%
Criminalité économique	16.8%
Ne sait pas	16%
Catastrophe naturelle	13.1%
Autres	12.2%
Criminalité organisée type mafia	6.9%
L'immigration	6.8%
Aucune	6.4%
Attaque nucléaire, bactériologique ou chimique	4%
Guerre	3.9%
Son isolement	3.5%
Kadhafi / Libye	3.2%
Le chômage	2.1%
Cyberattaques	1.8%
Les dirigeants, la situation politique	1.2%
Les banques	1.2%
Montée des extrémismes	0.6%
L'instabilité économique	0.5%
La xénophobie	0.3%
L'UDC	0.2%



LE COMMENTAIRE DE PETER REGLI
Ancien directeur du Service de renseignement suisse, divisionnaire.

«Les Suisses comprennent bien que notre Etat de droit est menacé dans les domaines où il présente des faiblesses. Je pense notamment à la prévention des crises, au manque de moyens policiers et militaires ainsi qu'aux compétences insuffisantes en matière de recherche préventive de renseignements. Cela dit, les dangers qui guettent la Suisse ne sont pas différents de ceux qui menacent le reste de l'Europe. Nous aussi devons faire face à des scénarios complexes, imprévisibles, difficiles à gérer. Ils sont causés par le crime organisé, l'islamisme en tant qu'idéologie totalitaire, le terrorisme, l'espionnage, l'immigration incontrôlée, la guerre de l'information ainsi que les extrémismes de gauche et de droite. A court terme, je vois beaucoup de grosses phases d'instabilité sociale dans certains pays de l'Union européenne. Nous pourrions faire face à des grèves, des violences graves. Pour moi, le protectionnisme et le nationalisme augmenteront. Les temps sont troubles.» ◊

» milliards alors qu'une attaque conventionnelle contre la Suisse est exclue à moyen terme et que les principales menaces (terrorisme, violences urbaines, criminalité économique, crime organisé, immigration...) sont avant tout du ressort des polices?

«On ne peut plus», répond Christian Levrat, président du Parti socialiste suisse, qui se réjouit des résultats du sondage de *L'Hebdo*. «Ils vont exactement dans le sens de notre projet de nouveau programme politique.» Un programme qui vient d'être présenté et qui prévoit le remplacement du service militaire obligatoire par «un système de recrutement volontaire» et la mise en place d'une armée de contractuels.

«C'est la tendance actuelle en Europe», poursuit le socialiste fribourgeois qui cite les exemples de la France, l'Espagne, l'Italie, la Belgique ou encore des Pays-Bas. Tous ces pays ont abandonné le système de la conscription ces dernières

«LES GENS NE VOIENT PLUS LE SENS D'UN INVESTISSEMENT DANS LA MILICE.»

Urs Schwaller, conseiller aux Etats (PDC/FR)

années au profit d'une armée de professionnels.

Pierre Maudet abonde, tout en y apportant une nuance, mais de taille: «Ayons effectivement le courage de mettre fin à l'obligation de servir qui, dans les faits, est déjà morte. Je suis favorable à une armée de milice basée sur le volontariat, encadrée par une structure professionnalisée.» Un mixte que prévoit également Urs Schwaller (PDC/FR) tandis que l'UDC Yvan Perrin ne franchira pas le pas. En tout cas pas pour l'instant: «Je reste le partisan de l'obligation de servir.» Ça pro-



ANDRÉ BLATTMANN Seuls 43,5 % des Suisses soutiennent l'obligation de servir. Pour le chef de l'armée, photographié ici à Lausanne lors des cérémonies du 50^e anniversaire des obsèques du général Guisan, c'est «inquiétant». L'armée doit mieux informer les Suisses «sur le sens de la milice», analyse-t-il.

met donc de beaux débats sous la Coupole fédérale.

Très chère armée pro. Attention, préviennent des spécialistes de l'armée, une option professionnelle, comparable à l'offre actuelle, ne sera pas moins chère. «Les exemples étrangers démontrent que les opérations extérieures et le

renouvellement plus rapide du matériel impliquent généralement des coûts plus élevés qu'une armée de milice», nuance Alexandre Vautravers, lieutenant-colonel EMG (état-major général) et rédacteur en chef de la *Revue militaire suisse* (RMS).

Certaines études internes à l'armée évaluent d'ailleurs le budget d'une troupe contractuelle de 50 000 hommes à plus de 10 milliards par année contre moins de 8 milliards pour les 120 000 miliciens actuels, allocations de perte de gain comprises. «En l'état, la Suisse ne pourrait en aucun cas se payer une armée professionnelle crédible», tranche Peter Regli, ancien chef du Service de renseignement suisse. D'autant

que sa création ne serait motivée que par l'idée d'une «défense armée, oui, mais sans moi», regrette l'ancien pilote de chasse qui travaille aujourd'hui comme consultant dans la sécurité. Et rien ne dit non plus qu'une armée professionnelle soit mieux adaptée aux nouvelles menaces qui guettent la Suisse, poursuit Peter Regli. Des menaces bien réelles qui plus est. «La cybercriminalité, le crime organisé, les trafics, les chantages, l'espionnage ou les dépendances technologique et énergétique sont sous-estimés par la population», indique Alexandre Vautravers.

Sécurité commune. C'est là que le Rapolsec, dont devrait débattre le Parlement au printemps prochain, devrait se montrer novateur. Le problème, c'est qu'Ueli Maurer n'a pas pris – ou plutôt voulu prendre – en compte ces nouvelles menaces dans son document. Préférant défendre une vision très «armée de grand-papa», avec ses chars, ses avions, ses canons... Or ces joujoux coûteux ne défendent pas la Suisse contre les cyberattaques lancées par des pirates officiels ou offi-

cieux, basés en Russie, en Chine ou en Inde, reconnaissent Alexandre Vautravers et Peter Regli qui plaident pour une réelle coopération entre armée et polices.

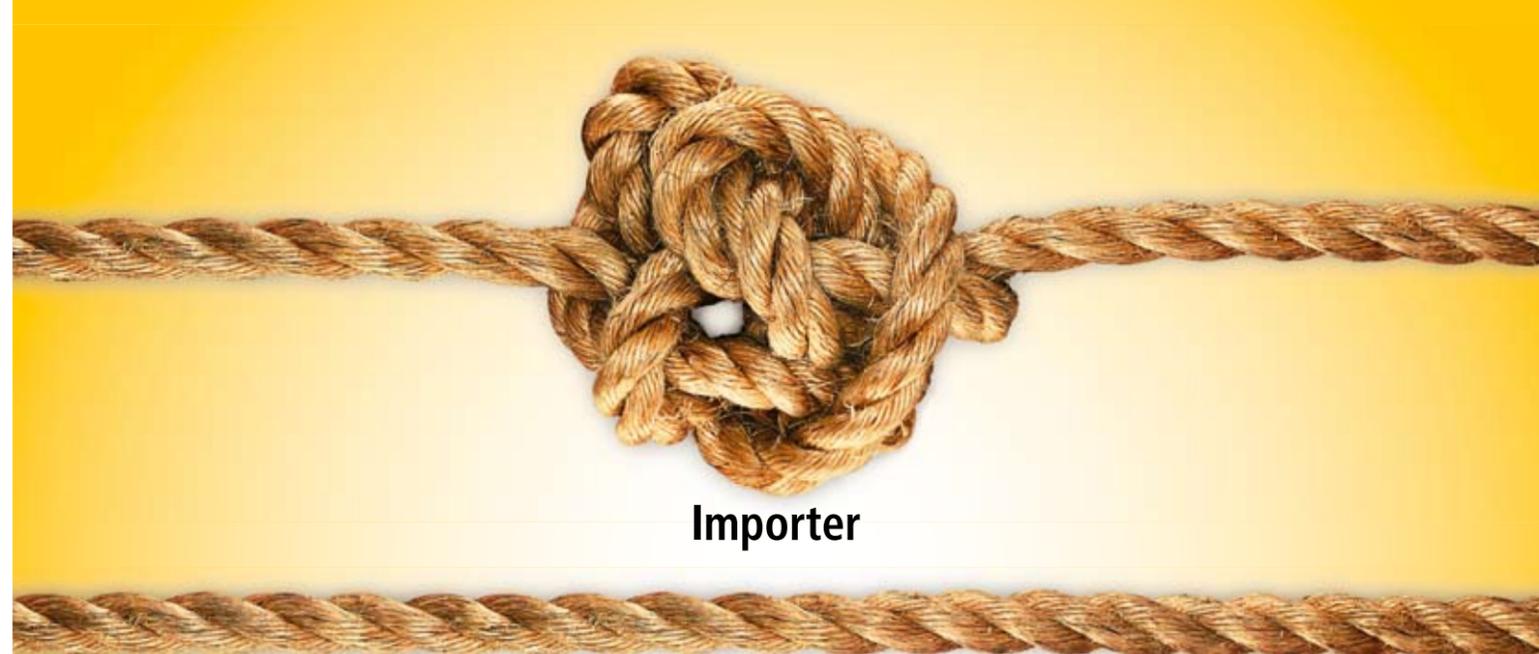
Dans un département fédéral de la sécurité? Notre sondage montre que les Suisses s'en méfient: 48,6% des sondés estiment qu'il faut éviter la concentration des forces de sécurité sous un même toit. La peur de créer un Etat fouineur. La peur également d'une trop grande concentration des pouvoirs dans la Berne fédérale au détriment des cantons.

Pierre Maudet le regrette. «C'est une évidence dont je fais le constat tous les jours dans mon rôle d'élu local en charge de la sécurité. Il est indispensable d'avoir une approche et une stratégie globales face à la diversité des menaces auxquelles nous devons faire face.»

Autre *niet* très net de la part de nos sondés: 77% d'entre eux refusent l'adhésion à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) qui nous sert pourtant de parapluie depuis soixante ans. Une tendance comparable à celle du sondage de l'EPFZ (79%). Preuve que la neutralité fait encore recette en Suisse. Plus que l'armée de milice en tout cas... ◊

SONDAGE

• Sondage réalisé du 24 au 30 mars 2010 par l'institut M.I.S TREND à Lausanne et Berne, auprès de 604 citoyens suisses (300 Romands et 304 Alémaniques), âgés de 18 à 74 ans, représentatifs de la population. Les résultats sont pondérés afin de redonner à chaque région linguistique son poids démographique réel. Marge d'erreur sur le total: +/- 4%; sur chaque région: +/- 5,5%.



Importer

Importer avec DHL

NOUS SIMPLIFIONS L'IMPORTATION.

⋮

Réglementations, intermédiaires et formalités administratives sont autant de contraintes vous compliquant la vie. Faites appel à DHL IMPORT EXPRESS WORLDWIDE pour simplifier vos importations et dénouer cette situation inextricable. Une seule société, une livraison de porte à porte et une expertise des formalités douanières. Un tarif unique compétitif. Une seule facture, une seule devise. Le résultat?

Des livraisons rapides garanties, sans coûts cachés. On ne peut faire plus simple.

Inscrivez-vous dès aujourd'hui sous www.simplydhl.com/suisse



Importez plus simplement grâce à DHL Express et gagnez* un Apple iPad.

En effectuant vos importations avec DHL Express jusqu'au 31.8.2010, vous pouvez gagner* l'un des cinq Apple iPad Wi-Fi 32GB. Informez-vous sur nos conditions d'importation intéressantes et participez au tirage au sort*. Inscrivez-vous dès aujourd'hui sous www.simplydhl.com/suisse



*Vous trouverez plus d'informations concernant DHL IMPORT EXPRESS, ainsi que les conditions de participation au tirage au sort, à l'adresse www.simplydhl.com/suisse. La participation au tirage au sort est sans obligation d'achat.